

ÉDITORIAL

L'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République le 6 mai 2007 a donné lieu à de nombreuses comparaisons avec les deux empereurs, Napoléon 1er, mais aussi Napoléon III, particulièrement à l'étranger. Fait significatif, l'hebdomadaire britannique *The Economist*, dans son numéro du 12 avril 2007, consacrait sa Une à Nicolas Sarkozy, dont le visage apparaissait sur fond du célèbre tableau de David, Bonaparte franchissant les Alpes. Et l'hebdomadaire voyait dans le candidat de l'UMP une « chance pour la France ». Les points de comparaison entre les deux hommes sont incontestables, même s'il faut se garder de vouloir trop se livrer au jeu des ressemblances à deux siècles de distance. L'un et l'autre sont des chefs politiques hyperactifs, perfectionnistes, cherchant à avoir un œil sur tout, anxieux aussi, ce qui peut expliquer en partie leurs rapports complexes avec les femmes. Le rapprochement entre Cécilia et Joséphine s'impose à l'évidence. Il est évidemment trop tôt pour aller plus loin dans la volonté de réforme, clairement affichée par le nouveau président. L'annonce d'une rupture, y compris avec l'esprit de 1968, fait naturellement songer à la volonté de Bonaparte d'en finir avec la Révolution, ce qui ne l'empêchait pas d'employer nombre d'anciens conventionnels, comme Nicolas Sarkozy de faire appel à d'anciens soixante-huitards.

Or c'est précisément dans le domaine de ce que l'on a appelé « l'ouverture » que Nicolas Sarkozy chausse le mieux les bottes de Napoléon Bonaparte, non pas celle de l'empereur, mais bien celles du Premier consul, ce que, peut-être par hasard, *The Economist* a bien vu en peignant Sarkozy sous les traits du général premier consul. L'ambition manifestée par le nouveau président de la République est de rallier à lui des personnalités politiques de l'opposition, dans le but de dévitaliser le principal parti de l'opposition, en le privant de ses chefs après lui avoir repris certaines de ses idées. En reliant jacobins, idéologues et royalistes, Bonaparte avait souhaité se débarrasser de toute opposition, mais en profitait aussi pour capter des idées de tout côté. L'oeuvre du Consulat, on l'a assez dit, est une synthèse des projets mûris sous la Révolution qui tient compte aussi des acquis de l'Ancien Régime.

Certes, l'appel à l'opposition n'est pas nouveau sous la Ve République. Le général de Gaulle en 1958 avait composé un gouvernement de large union, comprenant des socialistes, des centristes et des libéraux, de même qu'il s'était ensuite toujours appuyé sur une aile sociale, représentée par les gaullistes de gauche. Dans le même temps, il brocardait la « république des partis », partis accusés de préférer leurs intérêts propres à l'intérêt général. Incontestablement Nicolas Sarkozy renoue avec ce gaullisme originel, lui-même assez proche du bonapartisme comme plusieurs historiens, à l'image de René Rémond, l'ont bien montré. La volonté de passer par-dessus les partis, sinon d'en finir avec eux, s'accompagne d'un dialogue permanent avec le peuple, une sorte d'appel au peuple, qui se retrouve dans le projet de réforme constitutionnelle devant permettre au président de s'adresser directement

aux représentants de la nation, tout comme le faisait Napoléon Bonaparte à l'ouverture des assemblées. Cette volonté de rechercher le consensus national est un autre trait qui rapproche le sarkozysme du bonapartisme, ce qui devrait se traduire, en toute logique, par un recours plus fréquent aux référendums.

De même, en composant les nouvelles élites gouvernementales, Nicolas Sarkozy pratique l'amalgame entre hommes et femmes, entre Français de souche et Français issus de l'immigration, tout comme après dix ans de Révolution, Bonaparte avait cherché à associer représentants des anciennes et des nouvelles élites, noblesse d'Ancien Régime et bourgeoisie, car il savait que cette fusion des élites serait un gage de stabilité pour le pays.

Comparaison n'est pas raison. Et nous mettions en garde, en commençant sur le danger qu'il y aurait à vouloir aller trop loin dans ce sens. Mais une question demeure posée. Ce rapprochement est-il fortuit ? ou n'est-il pas la marque d'une culture politique, profondément imprégnée du souvenir des années du Consulat, en partie relue au prisme des premières années, fondatrices elles aussi, de la Ve République.

Jacques-Olivier Boudon, Président de l'Institut Napoléon. (in la revue de l'Institut Napoléon). Avec son aimable autorisation.

INSTITUT NAPOLEON

Société savante consacrée
aux études napoléoniennes

Siège social : La Sorbonne

Ive section de l'École pratique
des Hautes Études

45, rue des Écoles, 75005 Paris

Site internet: www.institut-napoleon.org

ACMN

Président d'honneur fondateur : Robert Lecreux,
Président : Robert Chénier

BUREAU

Président : M. Robert Chénier,
Vice-président : M. Maurice Brunet,
Secrétaire général : M. Marc Allégret,
Trésorier : M. Claude Gerbaud

COMITÉ DIRECTEUR

M. Marc Allégret, M. Maurice Brunet, M. Robert Chénier, M. Jacques Durand-Baron, M. Claude Gerbaud, M. Robert Lecreux (Fondateur), M. Yves Meessen, Michel Pierre, Marc Ponsard ...
M. Bernard Quintin, M. Bernard Roseau, M. Dominique Timmermans, M. Gérard Trévidic, Me Daniel Werba, M. Jean-Pierre Zauberman,
M. le Président de l'ACMN Alsace (AACMN)

MISSIONS SPÉCIFIQUES

M. Robert Lecreux : les restaurations parisiennes.
M. Yves Meessen : délégué du Président,
trésorier pour la Belgique.
M. Bernard Quintin : chargé de recherches historiques.
M. Dominique Timmermans : Site Internet / ACMN.

* * *

Porte-drapeau : Jean-Pierre Bibet